

Petites réflexions sur la dissidence

Marc Haentjens

Number 140, Summer 2008

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/32405ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Haentjens, M. (2008). Petites réflexions sur la dissidence. *Liaison*, (140), 6–7.

Petites réflexions sur la dissidence

MARC HAENTJENS

À L'OCCASION DE LA JOURNÉE MONDIALE DU THÉÂTRE, le 27 mars dernier, La Nouvelle Scène, à Ottawa, était le lieu d'une grande célébration du théâtre et de ses artisans. Parmi plusieurs activités festives (dont la remise de certains prix annuels de théâtre), un « créneau » avait été réservé au Commissaire aux langues officielles, Graham Fraser, pour lui permettre de livrer un message plus politique et de lancer une étude, dévoilée le matin même, sur le « Soutien des institutions fédérales aux arts et à la culture dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire ». Cette étude, à laquelle j'ai d'ailleurs été associé en tant que membre du comité consultatif, vient, comme son titre l'indique, faire le point sur la contribution des institutions culturelles fédérales aux communautés minoritaires et articule un ensemble de recommandations visant à renforcer leur appui.

Conscient que son propos était un peu trop sérieux dans les circonstances, le Commissaire s'est efforcé d'économiser ses mots et d'aller assez droit au but. Il a tout de même tenu à situer l'étude dans le contexte politique environnant, en évoquant le fameux Plan d'action du gouvernement pour les langues officielles (communément appelé Plan Dion) dont le renouvellement, dû et promis le 1^{er} avril dernier, tarde en fait à se concrétiser. Soulignant l'importance de ce plan pour les communautés minoritaires de langue officielle, le Commissaire a alors saisi l'occasion pour rappeler combien le gouvernement avait manqué son coup en omettant d'inclure dans ce plan un « axe arts et culture ». « Un oubli irréparable ! », de s'exclamer le Commissaire. Passée de façon anodine dans le fil des présentations, cette petite phrase n'a déclenché que quelques applaudissements. Pourtant, elle venait, pour moi et pour plusieurs autres qui avaient été mêlés de près à cette question, légitimer d'une façon inattendue une revendication qui a largement secoué le milieu artistique et culturel canadien-français au cours des dernières années.

La saga du Plan Dion

Cinq ans plus tôt en effet, presque jour pour jour, le ministre responsable des Langues officielles de l'époque, Stéphane Dion, avait lancé en grandes pompes à la Cité collégiale d'Ottawa, le fameux plan d'action qui allait porter son nom. Et la Commissaire aux langues officielles de l'époque, Dyane Adam, prédécesseure de M. Fraser, n'avait alors eu que de bonnes choses à dire à son sujet. Une seule voix discordante s'éleva ce jour-là. Ce fut celle de la Fédération culturelle canadienne-française (FCCF) qui, par la bouche de son bouillant président, Pierre Raphaël Pelletier, fustigeait le ministre Dion, lui reprochant d'avoir occulté un pan essentiel du développement des commu-

nautés, soit la place des arts et de la culture, dans son plan. Cette intervention fut vite rabrouée toutefois par les autres chefs de file présents. Ne se démontant pas pour autant, la FCCF entama dans les jours suivants une vaste cabale nationale, reprise par les hebdomadaires et les organismes culturels francophones, qui poursuivit le ministre Dion tout le long de la tournée qu'on lui avait organisée pour promouvoir son plan. « L'absence d'un axe arts et culture dans le Plan Dion » devint alors un mot d'ordre que la FCCF et ses membres ne cessèrent de marteler pendant cinq ans, au risque de passer pour d'éternels empêcheurs de tourner en rond.

Pourtant, l'idée finit par faire son chemin. Lors du Sommet des communautés francophones et acadiennes tenu en juin 2007 à Ottawa, c'est l'ancien ministre Dion lui-même, devenu chef de l'Opposition, qui en donna le premier signal. Dans un discours vigoureux où il s'engageait, s'il était élu, à faire plus pour les communautés francophones, il promettait qu'un de ses premiers chantiers serait la mise au monde d'un Plan Dion 2 où se retrouverait cette fois sans hésitation possible... « la culture, bien sûr » ! Six mois plus tard, c'était au tour de Bernard Lord, ancien Premier ministre du Nouveau-Brunswick, mandaté par la ministre du Patrimoine Josée Verner, de souligner que le futur plan d'action du gouvernement devrait refléter l'importance des arts et de la culture dans le développement des communautés. La petite phrase lancée par Graham Fraser le 27 mars dernier venait donc prolonger ces positions tout en ayant le mérite de dénoncer l'erreur commise cinq ans plus tôt et de réhabiliter par le fait même ceux qui, au sein de la FCCF, avaient porté pendant plusieurs années le poids de leur dissidence.

Le prix de la dissidence

Cette saga autour du Plan d'action pour les langues officielles risque de toucher un peu moins ceux et celles qui ne trempent pas quotidiennement dans le développement des communautés francophones et ne sont pas mêlés aux négociations continues avec le Gouvernement fédéral. Il faut être effectivement de l'intérieur pour apprécier toute la portée de ces tractations et les enjeux qu'elles soulèvent pour les intervenants actifs dans le milieu. Il reste qu'on peut trouver au cœur de cette histoire une occasion plus large de méditer sur la façon dont notre Histoire s'écrit et sur le rôle que nous pouvons, collectivement ou individuellement, y jouer.

J'en retiens personnellement deux enseignements et une consolation. Le premier enseignement, c'est qu'on a besoin parfois que des gens (des individus, des groupes) se lèvent, au mépris du consensus ou de l'opinion géné-

rale, pour faire valoir des idées, des points de vue, qui touchent des questionnements essentiels. Ces gens ne nous sont pas naturellement sympathiques; ils dérangent, ils irritent même, et pourtant ce sont eux, bien souvent, qui sont les plus visionnaires. Ce constat n'est pas propre à notre société mais ressort, je dirais, d'une lecture générale de l'Histoire. De Socrate à Noam Chomsky, en passant par Luther, Spinoza, Rousseau ou Debord, l'Histoire est pleine de ces libres penseurs qui ont été mis au ban de la société avant d'être finalement reconnus comme des éclaireurs. Toute proportion gardée, il n'en va pas très différemment dans nos communautés. Le besoin (la nécessité même) de faire consensus amène à voir trop souvent l'expression de points de vue dissidents comme un manque de solidarité, voire une trahison. Pourtant, cette manifestation ne fait qu'incarner les valeurs que nous attachons en principe à la liberté individuelle et à la démocratie.

Le second enseignement, déjà connu sans doute, c'est que la dissidence a un prix. On sait que dans certains pays ou certaines régions du monde, ce prix peut être même très élevé. On a en mémoire le massacre de la Place Tien-An-Men et de ce qu'il advint des étudiants qui osèrent braver le système politique en place! Les événements récents au Tibet nous montrent d'ailleurs que la Chine n'a pas beaucoup désarmé à ce chapitre. Elle n'est malheureusement pas la seule. Dans plusieurs pays, du Sud et du Nord, ceux et celles qui contestent, qui résistent à l'ordre ou aux idées établies font encore les frais d'une répression brutale. Même dans nos démocraties prétendument ouvertes, la tentation de faire taire les dissidents reste vive. L'épisode du McCartysme n'est encore pas si loin. Combien d'intellectuels et d'artistes ont été alors ostracisés et ont perdu, des années durant, la possibilité de trouver un emploi pour avoir refusé d'adhérer à l'anti-communisme ambiant? Encore aujourd'hui, on sait qu'aux États-Unis les opposants à la Guerre en Irak n'ont pas très bonne presse, quand ils ne sont pas carrément muselés. Plus près de nous, les signataires du Refus global, dont c'est le 60^e anniversaire cette année, n'ont pas été mieux reçus. On sait que leur manifeste, glorifié aujourd'hui, a surtout valu à Borduas et à ses amis une vaste dénonciation des médias et un large rejet de l'élite québécoise de l'époque. D'une certaine façon, les positions défendues par la FCCF en réaction au Plan Dion ont suscité plusieurs réactions similaires, à mi-chemin entre le mépris et l'ostracisme. Affirmer sa dissidence n'est manifestement pas chose facile et demande une certaine dose de courage ou d'abnégation.

D'où, aussi, la consolation. Le fait que, malgré les embûches et les représailles, malgré l'exclusion et les interdits — ce «prix à payer» — le temps puisse (parfois) donner raison à des idées qui paraissaient, à une certaine époque ou dans un certain contexte, incongrues ou iconoclastes. Il y a là, il faut bien le dire, une certaine forme de revanche mais aussi, et surtout, une juste satisfaction à voir que les idées nouvelles triomphent, qu'elles finissent par s'imposer et rallient même leurs plus forts opposants, permettant, selon la formule consacrée, que «les sceptiques soient confondus». Évidemment, il ne faudrait pas trop s'exalter et encore moins croire que ce retour des choses (ce «happy end») est toujours au rendez-vous. Il y a aussi, malheureusement, des dissidences qui s'éternisent, que le temps semble avoir oubliées. Je pense notamment, à la lumière de l'actualité, au sort de Aung San Suu Kyi, symbole de l'opposition au Myanmar, qui, depuis 1991, date de son prix Nobel, ne cesse de mili-

ter pour la libération de son pays. Mais on pourrait évoquer bien d'autres cas, d'Alex Panagoulis à Nelson Mandela, qui ont (trop) longtemps croupi en prison avant que leurs idées parviennent à s'imposer.

Les ratés de l'Histoire

Tout cela nous ramène en fin de compte à la façon dont l'Histoire se fait et à ce qu'il en coûte malheureusement pour qu'elle finisse par s'aligner, après de longs et coûteux détours, dans le bon sens (sans jeu de mots). C'est là, je crois, l'un des constats les plus difficiles à accepter pour notre esprit judéo-chrétien: l'Histoire n'est pas linéaire; c'est bien plutôt une succession ininterrompue de cafouillages, d'injustices, d'erreurs de jugement, d'accidents de parcours et de rendez-vous ratés. Combien d'exemples nous en ont été présentés dans nos cours d'histoire? Depuis la grande boucherie de 1914-18, préfigurée par Jean Jaurès («Pourquoi ont-ils tué Jaurès?», chantait Breil), jusqu'à la Conférence ratée de Munich qui, en 1938, aurait pu encore arrêter le déferlement nazi... Qui se souvient, dans tous ces cas, de ceux et de celles qui ont protesté mais dont les voix n'ont pas réussi à se faire entendre? Cette surdité de l'Histoire nous a encore été rappelée il n'y pas très longtemps par un Général Dallaire démontrant comment le génocide rwandais aurait peut-être pu être évité si quelques leaders occidentaux avaient fait preuve d'un peu plus de détermination et de sensibilité. De façon un peu moins dramatique (pour l'instant), on pourrait aussi évoquer toutes les tergiversations qui entourent actuellement la question de l'environnement et qui menacent, autant par égoïsme que par manque de vision, de bouleverser irrémédiablement l'écologie de la planète.

Tous ces exemples nous confrontent à une même question: comment — jusqu'où et par quels moyens — pouvons-nous influencer sur le cours des choses? Pouvons-nous rester spectateurs, être les témoins silencieux des drames qui nous assaillent? Où devons-nous au contraire prendre les devants, monter aux barricades, comme on dit, pour faire valoir ce que nous croyons être juste ou bénéfique au bien commun? La question se pose en fait tous les jours, non seulement à propos des grands enjeux de société mais aussi d'enjeux plus modestes, immédiats, où notre engagement, nos prises de position peuvent alors vraiment faire une différence. Bien qu'il puisse paraître un peu technocratique, le renouvellement du Plan d'action sur les langues officielles est en fait l'un de ces enjeux concrets qui pourrait peser de façon importante sur l'avenir de nos communautés. En reconnaissant la place des arts et de la culture dans notre développement et, surtout, en y allouant des ressources adéquates, il pourrait en effet donner une tout autre allure à notre projet de société.

À supposer que ce plan voie finalement le jour et qu'il reconnaisse effectivement l'importance des arts et la culture dans le domaine des langues officielles en milieu minoritaire, il faudra alors savoir gré à ceux et celles qui ont dénoncé le Plan Dion — comme la FCCF et ses représentants — d'avoir su infléchir l'action du gouvernement et d'avoir surtout porté indéfectiblement leur message, en dépit de toutes les critiques que leur adressait leur entourage. ■■■

Marc Haentjens a œuvré longtemps comme chercheur, animateur et consultant en matière culturelle au sein de la francophonie canadienne. Il est aujourd'hui directeur du Regroupement des éditeurs canadiens-français (RÉCF).